

Refonder le pacte civique, social et écologique

Face à la montée des inégalités, renforçons le dialogue, contribuons à la justice sociale et écologique.

Les inégalités s'accroissent en France et en Europe. Ainsi, depuis 2004, en France, le nombre de personnes pauvres a augmenté : 1,4 million de personnes sont venues grossir les rangs de ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté. Dans ce contexte, à la veille du débat budgétaire, les tensions sociales, économiques et politiques s'exacerbent. Alors que les investissements nécessaires à la transition énergétique, prévus pour atteindre les objectifs de la COP 21, se révèlent insuffisants.

Certains utilisent le débat actuel sur la dette pour remettre en cause la politique de redistribution nécessaire à plus de justice sociale. L'instabilité politique fragilise la capacité à faire les arbitrages budgétaires qui préservent les plus pauvres et préparent l'avenir. Les corps intermédiaires (syndicats, associations, ...) ne sont pas suffisamment associés dans la détermination des politiques publiques. Les tentatives de concertation par le biais des conventions citoyennes sont restées inabouties.

A titre d'illustration, les écoles sont confrontées à un manque de visibilité sur leurs moyens, par exemple pour le Pass culture et les pactes enseignants. Des enseignants témoignent de l'impact de cette situation : des projets déjà amorcés sont bloqués et cela démotive les équipes et décrédibilise la parole des adultes vis-à-vis des enfants.

Les ONG et les associations caritatives souffrent de la diminution des aides publiques avec des répercussions directes sur les personnes accompagnées.

Le manque de conditionnalité des aides publiques aux entreprises et l'incapacité de disposer d'une culture de l'évaluation des politiques publiques, participe à fermer de plus en plus les dispositifs de soutien aux demandeurs d'emploi et aux petites entreprises et artisans en difficulté. Face à ces incertitudes, des chefs d'entreprises manquent de visibilité pour investir ou recruter pour préparer l'avenir.

Le contexte international conduit la France et l'Europe à réinvestir dans une politique de défense pour affronter la guerre à nos portes, alors que les besoins d'investissements dans la transition écologique sont immenses.

Au regard de cette situation, nous rappelons que la démocratie repose sur le respect de la dignité des personnes, le droit pour chacun de participer aux décisions collectives, à la préservation de la nature, au refus de la violence et de la toute-puissance pour privilégier l'écoute et le dialogue. Cela nous appelle, plus que jamais, à vivre l'exercice de nos responsabilités comme un service et à nous poser la question de notre contribution à la redistribution des richesses et à la justice sociale.

Nos convictions humanistes et/ou chrétiennes nous invitent à résister, à ne pas désespérer, à développer notre esprit critique par la formation et la rencontre de l'autre, à veiller à la sincérité de nos propos, à décider en prenant en compte l'expression et les besoins de chacun et à chercher à résoudre les conflits par le dialogue et la recherche de compromis.

Paris, le 19 octobre 2025